

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
ET EUROPÉENNES

**DIRECTION DE LA COMMUNICATION ET DU PORTE-PAROLAT**  
*Sous-direction de la presse*

**POINT DE PRESSE DU 1<sup>er</sup> février 2012**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint du ministère des Affaires étrangères et européennes a fait les déclarations et a répondu aux questions suivantes :

**1 - France / Syrie - Réunion du Conseil de sécurité des Nations unies consacrée à la Syrie**

M. Alain Juppé s'est rendu mardi 31 janvier à New York pour une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies consacrée à la Syrie.

Le ministre d'État a pris cette initiative parce que la dégradation de la situation est devenue excessivement dangereuse. L'accentuation de la répression et la colère légitime de la population civile imposent de tout mettre en œuvre pour trouver une solution rapide :

- Sourd à tous les appels, le régime de Damas s'est lancé dans une fuite en avant criminelle, en accentuant la répression et en se livrant aux pires atrocités, y compris sur des enfants ;

- À côté de la mobilisation populaire pacifique qui ne faiblit pas malgré la violence de la répression, une résistance armée s'organise, avec les prémises d'une possible guerre civile ;

- La Ligue arabe souhaite faire endosser son plan de sortie de crise par le Conseil de sécurité ; à cette fin le Maroc a déposé vendredi 27 janvier un projet de résolution, au nom de la Ligue arabe.

Devant cette urgence, l'objectif de la France est de conforter la démarche courageuse de la Ligue arabe, de mettre face à leurs responsabilités ceux des membres du Conseil de sécurité qui y sont encore hostiles et d'adresser un signal d'espoir au peuple syrien.

M. Alain Juppé a plaidé en faveur d'une résolution qui exprime sans ambiguïté le soutien du Conseil de sécurité aux propositions de la Ligue arabe : une solution politique pacifique qui satisfasse les demandes légitimes de liberté et de réforme du peuple syrien.

Les négociations vont se poursuivre aujourd'hui même à New York. Il faut qu'elles puissent aboutir rapidement.

La présence du ministre d'État au Conseil de sécurité a souligné l'engagement constant de la France depuis des mois pour obtenir que le Conseil de sécurité sorte de son silence scandaleux et condamne le régime de Bachar Al Assad.

M. Alain Juppé était à New York hier pour convaincre et la France continuera d'être engagée au nom de la liberté et contre la barbarie.

**Q - Face à l'intransigeance russe sur la Syrie, quelles options et quels recours restent encore à la communauté internationale pour arrêter ce bain de sang et faire plier le régime de Bachar Al Assad ?**

**R - C'est parce qu'elle refuse la fatalité de l'échec que la France est mobilisée au Conseil de sécurité des Nations unies pour faire cesser la violence.**

Tout notre effort se porte aujourd'hui à New York.

**Vous connaissez les décisions déjà mises en œuvre avec nos partenaires de l'Union européenne pour renforcer la pression sur le régime syrien.**

**Vous avez noté également notre mobilisation au Conseil des droits de l'Homme à Genève pour condamner les exactions du régime de Bachar Al-Assad.**

**Nous sommes en concertation constante avec nos partenaires de la Ligue arabe pour les appuyer dans leurs initiatives afin de trouver une solution à la crise en Syrie.**

**Nous maintenons un dialogue régulier avec l'opposition syrienne pour l'encourager dans ses efforts d'unification et de construction d'une plateforme politique démocratique et inclusive.**

**La France est convaincue que la répression à laquelle se livre le régime de Damas est sans issue et que la mobilisation populaire en Syrie conduira à une nouvelle victoire du printemps des peuples arabes.**

## **2 - Visite en France de M. Nassir Abdulaziz Al-Nasser, président de la 66ème session de l'Assemblée générale des Nations unies**

**Le président de la 66ème session de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU), M. Nassir Abdulaziz Al-Nasser, est en France cette semaine.**

**Le président de l'AGNU sera reçu par le ministre d'État le 2 février pour évoquer les principaux enjeux de l'actualité internationale : printemps arabes, processus de paix au Proche-Orient, énergie et développement durable dans la perspective du sommet consacré à Rio+20.**

**Hier, M. Nassir Abdulaziz Al-Nasser a ouvert avec la ministre de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, la conférence préparatoire à Rio+20, le Sommet des Nations unies sur le développement durable qui se tiendra au Brésil du 20 au 22 juin prochain.**

## **3 - Petits-déjeuners de la Fondation France-Israël**

**Le ministre d'État présidera jeudi 2 février au Quai d'Orsay la première édition des «petits-déjeuners de la Fondation France-Israël».**

**Lancés à l'initiative de la présidente de la fondation, Mme Nicole Guedj, ces petits-déjeuners thématiques réuniront chaque mois des acteurs de l'amitié franco-israélienne autour d'une personnalité publique, afin de bénéficier de son éclairage sur un thème d'actualité concernant les relations franco-israéliennes et de recueillir ses propositions pour continuer à les renforcer.**

**Cet événement sera l'occasion pour le ministre d'État de rappeler l'attachement de la France à la densité de sa relation bilatérale avec Israël, mais aussi d'évoquer les enjeux régionaux. Ce sera notamment l'occasion d'évoquer la situation en Syrie, au lendemain du déplacement de M. Alain Juppé à New York afin de participer à une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies sur la crise syrienne ou des mesures sans précédent prises par l'Union européenne pour amener l'Iran à respecter ses obligations internationales concernant son programme nucléaire sans finalité civile crédible.**

## **4 - Table ronde sur les questions transfrontalières franco-allemandes (CIDAL, 1er février)**

**Le ministère des Affaires étrangères et européennes et le Centre d'information et de documentation de l'ambassade d'Allemagne (CIDAL) organisent ce soir une table ronde consacrée aux questions transfrontalières franco-allemandes.**

20 millions d'habitants vivent dans les régions allemandes du Bade-Wurtemberg, de la Rhénanie, de la Sarre, et françaises de l'Alsace et de la Lorraine. Environ 50.000 personnes traversent chaque jour la frontière pour aller travailler dans le pays voisin.

La coopération transfrontalière est donc au cœur de la vie quotidienne de ces régions, tant par l'intégration très forte entre les territoires, que pour l'accès aux services publics dans de nombreux domaines : transports, santé, emploi, enseignement, sport, culture, etc.

En présence du député du Bas-Rhin, M. Yves Bur, président du groupe d'amitié franco-allemand de l'Assemblée nationale, et de l'ambassadeur français pour les questions transfrontalières, M. Frédéric Basaguren. Le débat sera animé par le journaliste Bertrand Gallicher (France Inter) et portera sur les relations transfrontalières franco-allemandes.

Informations utiles :

Table ronde sur les questions transfrontalières le mercredi 1er février 2012 à 18h30

Centre d'information et de documentation de l'Ambassade d'Allemagne (CIDAL)

31 rue de Condé - 75006 Paris (métro Odéon, RER Luxembourg).

5 - 6ème Forum mondial de l'eau : deuxième réunion préparatoire du processus ministériel (Paris, 2 et 3 février)

La France accueille à Marseille, du 12 au 17 mars 2012, le sixième Forum mondial de l'eau. Il s'agit de la plus importante manifestation internationale dans le domaine de l'eau, qui réunit tous les trois ans plus de 20.000 participants issus de tous les pays du monde.

Le 2 février, M. Henri de Raincourt, ministre chargé de la Coopération, ouvrira la seconde réunion préparatoire du processus ministériel du forum qui se tient les 2 et 3 février au siège de l'UNESCO à Paris. À l'invitation de la France, les représentants des ministres et des organisations internationales invités au Forum, ainsi que la société civile, auront la responsabilité de trouver un consensus sur le texte qui deviendra la déclaration ministérielle du Forum de Marseille.

Le Forum de Marseille doit être «le temps des solutions et des engagements». Pour cette étape décisive vers la Conférence des Nations unies sur le développement durable «Rio+20», la France entend traduire dans la déclaration ministérielle de Marseille des priorités politiques claires. Il s'agit en particulier d'accélérer la mise en œuvre du droit à l'eau et l'assainissement pour le bien-être et la santé de tous, de souligner le rôle de l'eau pour l'économie verte et d'intégrer l'eau dans la discussion en cours sur les objectifs du développement durable.

La France qui s'appuie sur une expertise reconnue et une coopération importante dans le domaine de l'eau, s'est engagée de façon résolue pour la mise en œuvre du droit à l'eau et à l'assainissement pour tous et pour la coopération régionale sur les eaux partagées, facteur de paix et de prospérité./.